Les détails sur la réorientation de la coopération belge avec le Burundi

@rib News, 02/10/2015 - Source SPF Affaires Étrangères Communiqué de presse La Coopération belge au développement suspend une série d'interventions au Burundi et arrête définitivement la coopération policière Le Premier ministre et ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo suspend le soutien de la Belgique à une série de projets de développement au Burundi. La coopération policière est arrêtée sur le champ. Les interventions suspendues et la réorientation des moyens dépendront de l'évolution du dialogue européen avec Burundi qui butera peu.

Maintenant que l'Union européenne va bientôt lancer ses consultations, conformément à l'article 96 de l'accord de Cotonou, la Belgique a décidé d'inscrire la réorientation de sa coopération avec le Burundi dans ce cadre européen. Concrètement, la suspension va s'opérer en deux phases. Les mesures suivent le calendrier de la procédure « article 96 » de l'Union européenne. 1) Phase 1 à effet immédiat : suspension d'une série de programmes. Plusieurs programmes proches des autorités burundaises ou qui pourraient très facilement faire l'objet de récupération politique sont suspendus avec effet immédiat. Concrètement, il s'agit d'un projet de pavage, du soutien à la justice burundaise appuyé à la gouvernance. Les programmes dans les secteurs prioritaires du programme de coopération (agriculture, enseignement et santé) ne sont pas complètement suspendus, seules les activités axées sur l'appui institutionnel le sont. Cette mesure prend elle aussi cours immédiatement. 2) Phase 2 en cas de résultat négatif du dialogue « article 96 » : arrêt et réorientation. Cette suspension s'inscrit dans le processus de dialogue de l'article 96 qui sera bien entamé au niveau européen. Surtout, les programmes/projets suspendus seront définitivement arrêtés et les ainsi libérés seront réorientés. La coopération policière, suspendue en mai après les violences commises par la police, est arrêtée sur le champ. Ces derniers temps, le rôle de la police burundaise n'a pas été de nature à justifier la poursuite de la coopération avec la Belgique. Nouveau programme pour les droits de l'Homme, la bonne gouvernance et des médias libres. Les budgets qui se libèrent seront affectés à des programmes en cours, à condition qu'ils améliorent le sort de la population et renforcent les contre-pouvoirs. On pense notamment aux ONG, aux syndicats ou aux organisations d'agriculteurs. De plus, un programme consacré aux droits de l'Homme à la bonne gouvernance et liberté des médias est en préparation. Il sera financé avec les fonds libérés qui ne peuvent pas être affectés à de nouvelles interventions en cours. La Belgique a déjà soutenu un processus d'élections libres et inclusives. Il s'agit essentiel pour donner toutes ses chances au Burundi de se développer, pour y améliorer la situation des droits de l'Homme et pour favoriser la croissance économique durable. Perspective de progrès. Lorsque la nouvelle liste de pays partenaires a été établie en mai de cette année, le Burundi a été sélectionné comme pays partenaire de la Coopération belge au développement. La Belgique a ainsi confirmé son engagement vis-à-vis du Burundi et des Burundais. Le gouvernement fédéral a toutefois aussi indiqué qu'il appliquait, dans le cadre du développement international, une perspective de progrès : si le Burundi prenait la mauvaise direction, la coopération serait réexaminée et il ne serait plus possible d'envisager un nouveau programme de coopération classique. L'annonce de la suspension des moyens belges intervient un jour après que la Commission européenne ait prononcé une interdiction de voyage et un gel des avoirs à l'encontre de quatre Burundais qui mettent à mal la stabilité politique au Burundi. Alexander De Croo, ministre de la Coopération au développement a déclaré : « C'est une décision que nous prenons car la Belgique reste très impliquée dans l'amélioration du sort des Burundais et le développement du Burundi. Mais les circonstances actuelles nous poussent à intervenir. L'instabilité politique fait payer un tribut de plus en plus lourd à la population burundaise : 200.000 personnes sont en exil, la fragile économie burundaise est en berne et le gouvernement burundais s'isole de plus en plus. Nous espérons aboutir au plus vite à un dialogue avec des résultats positifs pour les Burundais. » Le ministre De Croo souligne qu'il s'agit d'une réorientation et non d'une suppression des moyens. Les moyens pour lesquels nous avons la certitude qu'ils profiteront à la population sont maintenus, je pense notamment aux soins de santé, conclut-il.